

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 286 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE — N° 162
3 au 16 décembre 1973

LE NUMERO :
0,80 F

En silence, la taupe travaille

C'était une illusion typique de la social-démocratie de croire que le processus impétueux et irréversible de concentration, et surtout de centralisation du capital, devait conduire à plus ou moins brève échéance à la domination monopoliste exclusive d'un superimpérialisme embrassant, tel un trust gigantesque, les unités productives du monde entier et, sur le plan politique, toutes les « patries », imposant la discipline là où régnait jadis le chaos, l'unité là où dominait la désunion, la paix là où faisait rage la guerre de tous contre tous.

Il s'agissait d'une nouvelle version des mythes de l'« harmonie » économique et politique, réalisée volens nolens par le capitalisme lui-même et offerte sur un plateau d'argent au prolétariat, telle un terrain sur lequel celui-ci pourrait construire un nouveau monde harmonieux aussitôt que le pouvoir lui serait tombé entre les mains à la suite d'un pacifique et indolore hoquet social.

Cette illusion éminemment antidialectique négligeait un petit détail : si la concentration et la centralisation sont des phénomènes nécessaires et inévitables dans la vie du capitalisme, la concurrence ne l'est pas moins ; le capital ne peut exister sans être divisé en d'innombrables capitaux ; l'internationalisation du capital ne supprime pas, mais exalte les rivalités entre les nations ; la discipline de la production se nourrit de l'anarchie de la distribution, et on pourrait allonger cette liste de couples antithétiques aussi bien sur le plan économique que sur celui des rapports entre Etats.

C'est ce mouvement violemment contradictoire et précisément dialectique — par ailleurs très facilement discernable dans les vicissitudes de la domination impérialiste américaine dans ce second après-guerre — qui s'est reflété dans le conflit du Proche-Orient et se reflète dans ses séquelles. Il est certain que l'Amérique et la Russie, les protagonistes de la fameuse stratégie bipolaire, ont agi à l'égard des parties adverses, du début à la fin, en parfait unisson, à la manière des deux escadrons d'un gigantesque trust de gendarmerie internationale. Ils ont « discipliné » leurs alliés proche-orientaux respectifs en leur imposant le diktat du cessez-le-feu. Ils se sont moqués des échafaudages hypocrites d'idéologies missionnaires pour la défense tant de l'héritage démocratique dont Israël se dit le dépositaire, que de l'héritage national populaire prétendument incarné par les Etats arabes. Ils ne se sont pas le moins du monde préoccupés de consulter, nous ne disons pas l'ONU, mais l'OTAN ou le COMECON. Ils agissent maintenant comme les gérants exclusifs de la paix. Ils sont — pourrait-on dire — les autocrates souverains de l'univers démocratique. Et il serait fou d'ignorer qu'ils tiennent encore fermement dans leur poing cynique tous les fils de la question.

Mais il est également vrai que, d'une part, la montée de l'em-

pire multinational du dollar est allée de pair avec la croissance de « centres de pouvoir » (ou d'accumulation) périphériques qui se nourrissent de lui autant qu'ils sont des conditions de sa propre existence de big stick, gros bâton mondial (et la crise monétaire en cours reflète bien la nouvelle vigueur des poussées centrifuges indissociables de la force centripète yankee). Il est d'autre part certain que l'harmonie céleste de la gestion de la planète à deux n'a pas empêché les deux gérants de se tirer et de devoir se tirer dans les pattes en réapprovisionnant leurs pions en armes et en munitions, ni qu'ils se fassent chanter avec la menace atomique (de ce jeu, la Russie, comme à l'accoutumée, est sortie perdante, au Caire peu après Santiago, se montrant encore une fois gendarme en second). L'harmonie entre les grands n'a pas pu empêcher non plus qu'ils se laissent prendre de court par leurs alliés proche-orientaux dans le déclenchement de la guerre comme pendant son déroulement, ni qu'ils doivent maintenant se débrouiller pour tenir les rênes d'une situation qui est toujours sur le point de leur échapper précisément parce que, grâce à eux, les Etats du Proche-Orient, les arabes en particulier, ne sont plus ceux d'il y a dix ans, qu'ils ont crû en importance, et que leur croissance, entre autres, a pour nom pétrole. Eux, les maîtres chanteurs et les intimidateurs universels, ils subissent aujourd'hui le poids de leurs intimidations et de leurs chantages.

Il n'est d'ailleurs pas extravagant de supposer que, dans ce jeu, les pions puissent à un moment ou à un autre changer de main ; que l'Amérique laisse tomber l'incommodate matraque israélienne pour des matraques arabes. Ces dernières n'ont-elles pas bien mérité de la conservation mondiale ? Elles ont en effet épuisé ou contenu ou même violemment réprimé les mouvements populaires qui donnaient encore un peu de lustre à l'arabisme pourtant morne d'un Nasser, et se sont mises à la remorque des émirs et des cheiks aussi riches d'or que dépourvus de scrupules, à la remorque de matraques mineures mais fleurant le Coran et le pétrole, courtisées autant par la « patrie socialiste » marquée Moscou, que par Wall Street. Aussi peuvent-elles remplir la fonction de sous-gendarmes contre les coups de tête et les impatiences des jeunes bourgeoisies fragiles mais pétulantes, et servir d'instruments utiles demain (et déjà aujourd'hui) pour modérer et même vider de toute signification les velléités centrifuges des centres capitalistes nationaux européens. N'est-il pas révélateur que la première chose qu'ait décidée Sadate avec Kissinger soit de renouer les rapports diplomatiques avec l'Amérique « honnie » ? Ce n'est pas par hasard qu'Israël se sent isolé ; ce n'est pas par hasard que « l'Europe unie » sort de l'épisode encore plus désillusionnée, impuissante et divisée qu'avant. Mais le jeu, à plus ou moins brève échéance, est dangereux même pour les Grands.

Paradoxalement (mais c'est paradoxal en apparence seulement) alors que se clôt temporairement le cycle des mouvements populaires au Proche-Orient sous les auspices de Washington et de Moscou, du Caire et de Riad, de Tripoli et de Beyrouth, de Damas et d'Alger, de Bagdad et de Rabat, d'Oman et de Koweït, de Tunis et d'Amman, le levain des complications internationales et des crises internes de l'impérialisme fermente dans les cuves de ces régimes semi-bourgeois et semi-prébourgeois, mais entraînés dans le mouvement d'expansion du capital et du marché mondial, qui ont été dans la coulisse — les véritables acteurs du drame qui vient de se dérouler sur la scène du Proche-Orient. La « paix », là-bas, se fera — si elle se fait... — dans un échec embrouillé d'actions et de réactions. Elle sera porteuse de nouveaux déséquilibres, de soubresauts répétés, de bruyants déchirements. Et non seulement l'« orgueilleuse » Europe capitaliste, mais les deux gendarmes en accord-désaccord (mais frères de sang comme tous les marchands) en ressentiront, comme ils le font déjà, les contrecoups.

L'impérialisme règne en souverain sur le prolétariat mondial et sur les plèbes paysannes du « Tiers-Monde » ; mais c'est sur un terrain miné. Le capital ne peut vivre sans créer les conditions de sa banqueroute. En silence, la taupe fait son travail.

L'échelle mobile, remède contre la lutte des classes

Avec les taux d'inflation records revient le mot d'ordre panacée : « échelle mobile des salaires et des prix ». « Pour préserver l'avenir et assurer l'équilibre économique et social du pays, déclare Ségué, il faut négocier un système d'échelle mobile des salaires, des retraites et des allocations reposant sur un indice des prix sérieux » ; et Ceyrac, au nom du C.N.P.F., demande une « autodiscipline générale qui s'apparenterait à l'échelle mobile des salaires ». Que penser d'une « solution » qui prétend répondre également aux intérêts antagonistes de deux classes ennemies ? Qu'elle sert l'une, et mystifie l'autre !

C'est ce que confirme un article de la revue *Entreprise* (n° 947, 2 novembre 1973) sur les « bienfaits de l'indexation des salaires » en Belgique. « Les salariés sont moins tentés de revendiquer des augmentations excessives pour se prémunir contre l'effet anticipé de l'inflation... Quant aux représentants des salariés, ils « ont plus qu'ailleurs, pris conscience de l'impossibilité de laisser les prix s'emballer. Grâce à ce sentiment effectif de coresponsabilité (la commission des prix a un caractère paritaire), les syndicats ont agi, plutôt comme un frein que comme un accélérateur de l'inflation ».

N'est-ce pas clair ? La bourgeoisie peut accepter, dans certaines

Pas de lutte contre le capital sans lutte contre l'opportunisme

La bourgeoisie de tous les pays a l'habitude d'appeler les ouvriers à « consentir » des sacrifices sur leurs rémunérations et à faire des efforts de productivité « pour préserver » le plein emploi. L'inflation actuelle vient de donner au gouvernement le prétexte de reprendre la vieille rengaine et le C.N.P.F. l'accompagne en donnant l'explication suivante : « Si nos prix continuent à monter au moment où les U.S.A. et l'Allemagne viennent de prendre leur tournant vers la stabilisation, c'est la perte de nos marchés, l'arrêt de l'expansion et le chômage » (voir *Le Monde* du 22-11).

Ainsi, même au faite de sa prospérité, le capitalisme ne peut donner ni « garantie de salaire » ni plein emploi, qui se révèlent autant de mensonges. En réalité, le capitalisme n'est rien d'autre pour les prolétaires qu'une succession de périodes de surmenage et de périodes de chômage se déterminant l'une l'autre. Il ne peut rien garantir d'autre que l'exploitation accrue des travailleurs actifs dans une usine, un pays et, en même temps le chômage des travailleurs des autres usines, des autres pays, phénomènes qui se conditionnent réciproquement.

C'est pourquoi le capitalisme n'est pas à réformer, mais à détruire. C'est pourquoi les inévitables et indispensables luttes de résistance au capital sur le terrain économique ne peuvent trouver une issue historique positive que si elles servent à l'union grandissante des travailleurs pour leur émancipation révolutionnaire.

Face à la menace de blocage des salaires, les syndicats et les partis de gauche appellent à une « journée nationale de grève » le 6 décembre, dont ils prétendent faire une journée de protestation politique et de lutte contre le capitalisme. Ces organisations soutiennent que, pour éliminer les causes de l'inflation, il faut notamment un « droit de regard des travailleurs sur les investissements », un « contrôle démocratique du crédit », la lutte contre la spéculation foncière et la fraude fiscale. Bref, selon eux, l'inflation — qui est un produit inévitable du capitalisme le plus développé — pourrait être supprimée par « une autre politique » du capitalisme, à la gestion duquel ils se présentent comme candidats. Et, en attendant que de telles réformes soient réalisées par leurs soins, ils demandent à l'Etat des capitalistes de garantir le maintien du pouvoir d'achat et le plein emploi !

Ceci confirme que l'orientation réformiste, qui veut concilier les intérêts des prolétaires et ceux de la production nationale, qui prétend l'Etat au-dessus des classes et se propose de moyser les luttes ouvrières dans le flot confus des mécontents — jusqu'aux petits patrons — ne signifie pas autre chose que la collusion avec le capitalisme. A preuve, la manière même dont cette grève est conçue pour servir d'exutoire soigneusement policé au mécontentement ouvrier ; à preuve la honteuse limitation de la revendication du S.M.I.C. à 1.100 F alors que la C.G.T. et le P.C.F. réclamaient les 1.000 F en... 1971 !

Encore une fois, les besoins de la lutte générale contre le capitalisme, tout comme ceux de la lutte quotidienne contre ses effets — qui doit servir de préparation et de levier pour la première — exigent le combat sans merci contre le réformisme, cet agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

limites et selon la situation, la revendication de l'échelle mobile (réalisée d'ailleurs partiellement dans les clauses d'indexation ou de rattrapage de nombreux accords salariaux), lorsque celle-ci lui permet, selon la formule sans ambiguïté de Ceyrac, d'éviter « le recours à l'agitation sociale et à la désorganisation des entreprises qui coûtera finalement très cher à tout le monde » ; c'est-à-dire, lorsqu'elle s'assure ainsi une paix sociale qui se traduit aussi en termes de rentabilité et de profit. Bien entendu, elle fera bon marché de cette « garantie » dès que la conjoncture l'exigera : la bourgeoisie danoise, après avoir mis en place le système des contrats périodiques et de l'échelle mobile, la baptisait en 1971 d'« élément irrationnel » quand la récession relative la poussait à faire quelques économies supplémentaires.

Mais le caractère fragile de cette « garantie », soumise aux intérêts de la bourgeoisie dont l'Etat est l'organe, n'est qu'une critique secondaire.

Comme toutes les demandes de garanties de l'opportunisme réformiste, elle est avant tout un mot d'ordre conservateur et démobilisateur, un opium de la classe ouvrière. Conservateur, parce qu'il maintient la défense des salariés dans les limites du « juste salaire ».

Démobilisateur et générateur d'illusions, car il laisse croire que les exploités pourraient se décharger sur l'Etat de leurs exploités du souci de défendre leurs conditions de vie. Lors d'une des premières apparitions de ce mot d'ordre, en 1923, la *Vie Ouvrière*, organe de la C.G.T.U., objectait qu'il « engendre des tendances réactionnaires », « rend l'ouvrier conservateur et renforce les tendances passives et anti-révolutionnaires de la classe ouvrière ». Il n'est pas étonnant que ce mot d'ordre soit soutenu par les syndicats opportunistes comme une solution de rechange à la lutte revendicative : il est tout à fait conforme à l'esprit de ce qu'Entreprise appelle la « coresponsabilité » et que nous appelons la collaboration de classe, ainsi qu'à la ligne générale d'interclassisme éhonté qui les caractérise et qui se reflète aussi dans l'actuel plan de « lutte » contre la hausse des prix.

Par son caractère interclassiste, la revendication de l'échelle mobile constitue une expression de la politique de collaboration de classe à laquelle on ne peut qu'opposer une orientation intégrale de lutte de classes qui, s'opposant aux intérêts de la classe bourgeoise sur tous les fronts, permette l'intégration des luttes économiques dans la bataille historique générale menant à la révolution communiste.

Quand se fondait la prétendue IV^e Internationale

La première partie de cet article, publiée dans le n° 161 de ce journal, rappelait que la tâche de la constitution de l'Internationale exigeait — et exige toujours — la plus grande clarté et la plus intransigeante fermeté théorique. Ceci était d'autant plus vrai hors de Russie, où l'histoire n'avait pas trempé les partis dans les conditions qui donnèrent le parti bolchévique.

Malheureusement, ni le *Programme de transition*, ni la théorie de la révolution permanente *sui generis*, ni la défense de l'URSS, ni les hypothèses fantasmagoriques et liquidationnistes sur l'avènement du « totalitarisme collectivisto-burocratique » dans le cas de l'absence de la révolution pendant ou immédiatement après la II^e Guerre mondiale, ne pouvaient pallier à cette situation. Quant au *Programme de transition*, Trotsky lui-même affirmait en 1938 (*Une discussion avec Trotsky sur le programme transitoire*, in *Quatrième Internationale*, juin-juillet 1946) qu'« un programme complet devait donner une explication théorique de la société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste (...). La fin du programme n'est pas non plus complète, car nous n'y parlons pas de la révolution sociale, de la prise du pouvoir à travers l'insurrection, de la transformation de la société capitaliste en dictature du prolétariat et de celle-ci en société socialiste ».

En réalité on y trouve des affirmations comme celle-ci : « la démocratisation des Soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par un suffrage libre, établiront quels sont les partis soviétiques. Révision de l'économie planifiée de haut en bas, en tenant compte des intérêts des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle de la production. La coopérative de consommation, démocratiquement organisée, doit contrôler la qualité des produits et leurs prix. Réorganisation des Kholkoses sur la base de la volonté des kholkosiens et de leurs intérêts ! ».

Il ressort parfaitement de ces revendications que se trouve renié le principe de la centralisation de la dictature par une concession au démocratisme qui revient à nier la dictature dans les faits. On voit que se trouve également oublié le principe du centralisme en matière économique, ce qui revient à nier dans les faits la transformation économique en direction du socialisme.

Ce même programme transitoire affirme que « le succès du parti révolutionnaire dans la période prochaine dépendra avant tout de sa politique sur la question de la guerre ».

Trotsky écrira le 26 mai 1940 dans *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale* (in *Guerre et révolution*, Véronne 1973, pp. 196-197) : « La victoire des impérialismes de Grande-Bretagne et de France ne serait pas moins épouvantable que la victoire d'Hitler et Mussolini. La démocratie bourgeoise ne peut être sauvée. En aidant leur bourgeoisie contre le fascisme étranger, les ouvriers ne feraient qu'accélérer la victoire du fascisme dans leur propre pays. La tâche imposée par l'histoire n'est pas d'appuyer une partie du système capitaliste contre une autre, mais d'en finir avec le système dans sa totalité ! ».

Et pourtant, trois mois seulement après, peu de temps avant d'être assassiné, il écrivait : « le conflit actuel (...) n'est que le prolongement de la dernière guerre ; cependant continuer ne signifie pas répéter, mais développer, approfondir, aggraver » : donc la continuation du défaitisme révolutionnaire léniniste devait être « développement, approfondissement » dans le sens du suivisme à l'égard des masses « qui ne veulent pas d'un conquérant étranger ». Comme une enquête montrait que 70 % des ouvriers américains étaient favorables à la conscription, il proclamait : « Nous nous rangeons aux côtés de ces 70 % des ouvriers. Vous travailleurs, vous voulez défendre la démocratie. Nous, nous voulons aller plus loin. Pourtant nous sommes prêts à défendre la démocratie avec vous à condition que ce soit une vraie défense et non une trahison à la Pétain ».

De telles affirmations ne permettent certes pas de transformer les membres épars du trotskysme international en un mouvement solide ; au contraire, elles contribueront à précipiter (à quelques exceptions près) une section comme la section française et la section allemande en exil dans le bourbier de la Résistance (les staliniens, reconnaissant comme d'habitude, assassineront Pietro Tresso), et à détruire la section américaine déjà minée par le suivisme à l'égard des éléments syndicalistes influencés par le rooseveltisme.

Seuls des sectaires peuvent se réjouir (sous le couvert d'un esprit de clocher) d'une tragédie comme celle de la prétendue IV^e Internationale devenue la proie des formes les plus hétérogènes de l'opportunisme, et ricaner de satisfaction sur le tiersmondisme auquel est pathétiquement réduit le « Secrétariat Unifié », sur le délire populiste posadiste, sur les dernières scissions du soi-disant « Comité international », etc...

Le seul sectarisme (pour employer ce terme qui n'est pas le nôtre, mais celui des révisionnistes et des immédiatistes) justifié par le marxisme, c'est l'attachement bolchévique aux principes, au « plan tactique » et « organisationnel » : la satisfaction devant la faillite des « rivaux », quand cette faillite est l'expression du poids énorme de la contre-révolution et de l'effroyable force d'inertie de la tradition démocratique qui écrasent sans cesse toute expression sincèrement révolutionnaire et la coupent de la classe ouvrière, est pure démente.

La faillite du trotskysme et l'incohérence de Trotsky lui-même, soumis lui aussi à une situation qu'il avait dénoncée avec une vigueur exceptionnelle, montrent la gravité et l'actualité du danger que constituent le suivisme et le fatalisme, et la vanité de la prétention de le contourner par la simple reconnaissance — qu'il serait ridicule de dénier à Trotsky ! — des grandes finalités générales (quoique polémiquant toujours contre la stalinologie anarchisante, Trotsky y tombe contradictoirement lui aussi, et cède aux suggestions démocratiques, allant jusqu'à introduire des « correctifs » démocratiques et libertaires contre l'« usurpation bureaucratique » même dans la phase inférieure du communisme). Que le chef de l'Armée Rouge, le théoricien de *Terrorisme et communisme*, l'internationaliste indéfectible, finisse par se borner à prôner la « démocratisation » de l'URSS et l'adhésion à la défense ... des USA combattus auparavant par lui comme l'ennemi numéro un de la révolution mondiale, est un amer paradoxe, et résulte de ce fait terrible que la contre-révolution est parvenue à faire courber l'échine et perdre la boussole même aux titans du mouvement communiste et de l'Octobre Rouge.

La théorie des « apports théoriques trotskystes » (la révolution permanente *sui generis*, l'Etat ouvrier dégénéré, le programme transitoire), constituait la prémisses idéologique des déviations successives, du terrible fédéralisme petit-bourgeois s'installant alors même que « le Vieux » vivait encore, de l'incapacité des groupes constituant la soi-disant organisation internationale à éduquer des cadres révolutionnaires authentiques. Le trotskysme post-léniniste reprenait quelques-unes des équivoques fondamentales du trotskysme pré-léniniste ; bien que s'inspirant (en paroles au moins) du « meilleur du bolchevisme » selon Lénine même, le mouvement trotskyste ne fut jamais, et ne pouvait être, l'application à l'aire du capitalisme développé du bolchevisme dans sa plénitude — et encore moins avec l'accroissement imposé par la tâche purement socialiste qui lui incombait, et la force d'inertie (accrue au delà de toute mesure par la contre-

révolution stalinienne) contre laquelle il devait se battre.

Les pratiques politiques et organisationnelles qui ont conduit à la faillite de la IV^e Internationale ne peuvent pas être seulement cherchées dans les déformations des épigones immédiats ou éloignés, même s'il est évident que ceux-ci ont déformé et continué à déformer Trotsky en choisissant soigneusement chez lui les éléments détériorés. Il est par exemple évident que l'entrisme dans la social-démocratie n'a certes pas contribué à « bolcheviser » les fragiles petits groupes trotskystes ; et pourtant Trotsky a défendu l'entrisme avec la dernière énergie.

Mais ce serait un aveuglement politique que de vouloir opposer à ces erreurs aux conséquences désastreuses un simple attentisme fataliste — caricature grossière du déterminisme matérialiste — qui reproduirait des positions typiquement menchéviques derrière l'écran de fumée d'un catastrophisme mécaniste, celui des observateurs superficiels et des gens au-dessus de la mêlée qui ironisent sur la « faillite de la IV^e Internationale », qui se disputent pour savoir si elle est « morte » ou si elle fut « mort-née », dans le seul but de proclamer que le parti doit attendre pour naître, qu'il n'y a pas besoin de préparer l'Internationale de demain — qui devrait, selon eux, surgir comme une conséquence « naturelle » d'une situation révolutionnaire —, avec la stupide et criminelle prétention que cette Internationale soit « inédite », « sans précédent », « sans numéro d'ordre », bref sans lien avec les précédentes.

Pour nous, il n'y a jamais eu de IV^e Internationale. Les groupes trotskystes ne peuvent aucunement se revendiquer d'une continuité avec le Komintern de Lénine et de Trotsky, et la soi-disant IV^e

Internationale de Trotsky n'en fut pas une.

L'Internationale de demain n'est pas encore née, mais elle ne naîtra pas comme un « cadeau de l'histoire ». Elle ne pourra naître qu'en revendiquant la continuité avec la Ire, la II^e et la III^e Internationales. L'organe de la chaîne vague révolutionnaire internationale ne peut se constituer que sur la base d'un marxisme intégralement restauré, d'un « marxisme non avili », comme disait Lénine, d'un marxisme qui, en tirant les leçons de la contre-révolution, aura rendu encore plus tranchantes les armes que l'Internationale Communiste redonna à la classe ouvrière.

Cette Internationale, qui sera la IV^e de la lignée et non la Ve ou la « sans numéro », ne naîtra pas sans le travail assidu, régulier, débarrassé des oscillations entre le découragement et le triomphalisme, du petit parti d'aujourd'hui, pour lequel la défense de la saine doctrine est inséparable de l'effort constant de propagande et de prosélytisme, de l'effort indispensable pour intervenir dans les luttes de la classe — effort auquel le parti ne peut jamais renoncer volontairement —, du travail patient et tenace pour tisser un réseau international et rendre ses liens plus solides. C'est ainsi que se prépare aujourd'hui le terrain, non seulement pour l'assaut victorieux contre la bourgeoisie mondiale, mais pour que naisse déjà sa condition impérative, l'Internationale nouvelle, le parti communiste mondial, qui ne se formera pas en vase clos dans une éprouvette de laboratoire, mais sous la pression continue, sous les coups et les persécutions toujours plus accentués d'un ennemi rendu plus rusé et plus impitoyable par l'exaspération même de ses contradictions.

L'Humanité « rouge » est aussi tricolore que l'autre

« Que faut-il penser de la force de frappe française ? » demande un article de *L'Humanité rouge* du 8-11-73. Et de répondre en deux étapes.

Première étape : « D'un point de vue général, nous marxistes-léninistes sommes opposés à l'existence d'un armement nucléaire dans le monde et nous préconisons l'interdiction générale et totale des armements nucléaires : telle est notre position de fond ». Voilà une position de fond qui est déjà fondamentalement anti-marxiste et anti-léniniste : c'est tout bêtement la position du pacifisme petit-bourgeois, qui demande au capitalisme et à l'impérialisme de bien vouloir s'interdire à lui-même... d'être ce qu'il est. Et il ne suffit pas de dire que les plans des deux super-grands ne comportent qu'un « soi-disant » désarmement nucléaire, pour sortir du pacifisme bélant, puisqu'on donne ainsi à entendre qu'il pourrait y en avoir un vrai, que l'oppression et l'exploitation impérialistes pourraient cesser sans qu'il soit le moins du monde nécessaire d'abattre le pouvoir politique du capitalisme mondial et de détruire les rapports capitalistes de production !

Mais s'il est bien d'avoir des principes, c'est encore mieux de les violer. Car « la tactique doit être mouvante comme la situation » et « l'appréciation de la force de frappe française ne peut être faite sur la seule base de cette position de principe, mais en tenant compte des situations concrètes ».

La deuxième étape conduit alors à découvrir que « au moment où la lutte s'accroît entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. pour s'emparer de l'Europe, pour d'une base stratégique, l'existence d'une force nucléaire indépendante gêne beaucoup... »

Cet armement nucléaire, qui n'a pas un caractère offensif, joue un rôle important dans la lutte contre le chantage et les pressions... Compte tenu du rapport des forces existant entre la bourgeoisie monopoliste française et les bourgeoisies monopolistes américaines ou soviétiques, l'arme nucléaire française n'est pas essentiellement et indirectement ?! N.d.R.] un instrument de dispute de sphères d'influence mais un instrument de défense de l'intégrité territoriale... »

Nous maoïstes sont donc farouchement partisans de la force de frappe française. Il leur reste juste un petit remord : « Nous désapprouvons (!) le choix des îles du Pacifique pour les essais français. C'est là une attitude de puissance coloniale... L'établissement d'une défense nationale ne doit en aucun cas être préparé en violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

En « aucun » cas ! sauf dans le cas présent, bien sûr. Car, tout bien considéré « les deux aspects de la force de frappe française, défense nationale et oppression coloniale », il faut reconnaître que « l'aspect défense nationale l'emporte » ! Et le tour est joué.

Voilà donc en quoi consiste « l'application en France de la pensée de Mao tse Toung » : revendiquer le principe de l'interdiction des armes nucléaires et celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; puis, à partir de la « défense nationale » considérée comme une évidence première, tirer (dialectiquement !) de là la nécessité de l'armement et des essais nucléaires français. C'est l'opportunisme au second degré, qui conduit ces « révolutionnaires »

PRESE INTERNATIONALE
E' uscito il nr. 22 (23 novembre 1973) del nostro quindicinale in lingua italiana :

IL PROGRAMMA COMUNISTA di cui diamo il sommario :
— Inflazione, carovita, blocco dei salari, sfruttamento intensificato : benefici della « prosperita » borghese.
— Centralismo e organizzazione di partito.
— La questione contadina in Francia e in Germania (Engels).
— Lo sviluppo della produzione e del scambi fra nazioni capitalistiche lungi dal garantire la pace porta lentamente ma inesorabilmente alla guerra fra stati.
— La contrattazione aziendale, pancea per tutti i mali.
— Notiziario sindacale.
— Abbonamento annuale : 20 F.

SOUSCRIPTION 1973

Listes N° 8, 9 et 10

Etoile, juin, 50 ; Alain, soutien, 60 ; François, 270 ; Constantin, 10 ; Remiremont, soutien, 40 ; Cavillon, juin, 70 ; Strasbourg, juillet, 35 ; R. et R., 40 ; Gabriel, soutien, 150 ; Etoile, juillet, 50 ; François, juillet, 140 ; Etoile, août, 50 ; R. et R., août, 40 ; Paris, août, 1.977,65 ; Cavillon, juillet-août, 140 ; Yves, 10 ; Etoile, septembre, 50 ; André, 43 ; R. et R., septembre, 40 ; J.P., soutien, 70 ; Raymond, soutien, 10 ; Cavillon, septembre, 40 ; Salon, 100 ; Soutien pour la presse en langue anglaise, 20,80 ; Paris, septembre, 1.605,40 ; Six-Fours, 5 ; André, 37 ; Au local, 92,86 ; R. et R., 40 ; Groupe 0, 400 ; Georges, 10 ; Stand Aix, 5,30 ; Barbieri, 20 ; Pour le journal, 5 ; Zanchini, 10 ; Marini, 50 ; Bernard, dép., 203 ; Laurence, dém. 200 ; Paris, souscription exceptionnelle octobre, au local, 6.623,80.

Totaux Liste N° 8, 9, 10 12.813,81 F
Total liste précédente... 31.757,85 F

Total général 44.571,66 F

qui osent parler du prolétariat dans les bras de l'Etat, et même de l'état-major, français ; qui montre qu'ils sont solidaires de cette « bourgeoisie monopoliste » française qui, par l'armement nucléaire, essaye de ne pas déchoir complètement et de garder un certain rang parmi les puissances impérialistes.

Il est évident que cette politique correspond aux intérêts nationaux de l'Etat chinois qui, en bon Etat bourgeois, cherche à s'appuyer sur certains impérialismes contre d'autres ; qui pour cela, de façon encore plus ouvertement infâme que Staline, est prêt à vendre le peu d'influence dont il dispose dans ces pays, et à sacrer « force révolutionnaire luttant contre l'impérialisme » non seulement Peron en Argentine ou l'Emir du Koweït, mais jusqu'au vieil impérialisme français !

Mais si cette politique rencontre le moindre écho en France, c'est parce qu'en fin de compte elle rejoint purement et simplement le vieux social-patriotisme : défense nationale, solidarité avec l'Etat, « mission » de la France, défense des intérêts du « pays » contre les autres impérialismes, c'est l'Union Sacrée pratiquée par le S.F.I.O. aussi bien que par la S.F.I.O., c'est l'expression de l'adhésion de l'aristocratie ouvrière aux intérêts du capitalisme national.

Et si, contrairement aux illusions maoïstes, la force de frappe française ne constitue qu'un faible obstacle pour les deux super-grands, cette politique de solidarité et de défense nationale, propagée par les laquais de la bourgeoisie, est un des principaux obstacles à la reconstitution du mouvement de classe du prolétariat international.

Mouvement ouvrier et internationales syndicales

L'article que nous publions a paru pour la première fois en 1949, dans notre organe de l'époque **Battaglia Comunista**. Tout en rappelant les batailles et les positions tactiques du passé par rapport aux associations ouvrières économiques, il dénonce dans les syndicats nationaux existants, et dans leurs regroupements internationaux effectifs ou en gestation, le produit d'un long processus d'intégration dans l'Etat et dans les coalitions d'Etats — processus qui, de syndicats rouges ou de classe, même s'ils étaient dirigés par des opportunistes, en a fait des syndicats tricolores défendant le statu quo.

La renaissance des associations immédiates de la classe est une nécessité de la révolution et de la dictature prolétarienne : pour se réaliser, elle aura besoin d'une reprise générale des luttes de classe poussée jusqu'au seuil du heurt frontal entre prolétariat et bourgeoisie, et l'intervention dans ces luttes du parti communiste révolutionnaire. C'est pour assurer les prémisses « subjectives » de cette renaissance que nous travaillons dans les syndicats existants, non qu'ils soient de quelque façon « de classe », mais parce qu'ils représentent une arène de notre action politique dans les rangs du prolétariat organisé, contre l'ennemi qui s'y est incrusté : l'opportunisme.

Dans les premiers mouvements prolétariens, la distinction entre les organisations de défense des intérêts économiques catégoriels des salariés, et les premiers groupes, cercles et partis politiques, n'était pas bien claire. Toutefois, dans l'Adresse inaugurale de la Première Internationale des travailleurs, l'idée qu'il s'agit d'une Association mondiale de partis politiques apparaît déjà clairement.

En effet, après avoir rappelé le chemin parcouru dès cette époque par les classes ouvrières dans la défense de leurs intérêts contre l'exploitation bourgeoise, la loi des dix heures arrachée au parlement anglais, et les résultats des premières coopératives de production, l'Adresse utilise ce matériel de propagande comme arme critique : elle souligne le démenti ainsi apporté aux théoriciens de l'économie bourgeoise, selon lesquels la production s'effondrerait de façon catastrophique si on extorquait moins de travail aux salariés en diminuant la durée de la journée de travail et en élevant l'âge minimum des ouvriers ; toujours pour démentir les théoriciens bourgeois, elle rappelle que ces résultats montrent que la production sur une grande échelle, et en accord avec les exigences de la science moderne, peut fonctionner « sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de travailleurs ». Mais aussitôt après, l'Adresse affirme que mouvement syndical et coopératives ne seront jamais en mesure « d'arrêter les monopoles qui croissent en progression géométrique... ni d'affranchir les masses, ni même d'alléger de façon sensible le fardeau de leur misère ». La coopération devrait prendre une ampleur nationale, et pour cela il faut les moyens de l'Etat. « Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques ». Par conséquent la grande tâche de la classe ouvrière est de conquérir le pouvoir politique.

La question du pouvoir politique et de l'Etat donna lieu à de longues batailles, d'abord entre les socialistes marxistes et les libertaires, avec la scission de la Première Internationale, puis entre marxistes révolutionnaires et social-démocrates. Lénine a démontré historique-

ment de façon irréfutable que c'est « la tendance à éluder la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'Etat » qui a été l'élément « le plus caractéristique dans le développement graduel de l'opportunisme de la II^e Internationale (1889-1914) qui a abouti à sa faillite en 1914 ».

Les points fondamentaux de la position marxiste que Lénine rétablissait dans **L'Etat et la Révolution** comme base de la doctrine de la Troisième Internationale Communiste de Moscou étaient : destruction violente de l'appareil d'Etat bourgeois — dictature révolutionnaire du prolétariat armé pour le démantèlement progressif du système social capitaliste et la répression des bourgeois contre-révolutionnaires — système étatique ouvrier sans bureaucrates de carrière mais avec des travailleurs « périodiquement appelés aux fonctions de contrôle et de surveillance », amovibles à tout moment et recevant le même traitement — enfin, dissolution du nouvel appareil d'Etat au fur et à mesure que la production s'effectue sur une base communiste.

La réunion des syndicats ouvriers en un organisme unique international se fait tardivement, car même sur le plan national les syndicats se rassemblent beaucoup plus tard que les groupes de propagande qui vont se transformer en véritables partis. D'abord ce sont les fédérations d'une même catégorie professionnelle qui se forment, puis ces fédérations se réunissent en confédérations nationales.

Ce réseau d'organisation économique est toujours bien distinct de l'organisation politique du parti, mais il y a une exception qui provoque souvent la confusion dans les rapports internationaux : le système anglais du **Labour Party**. Celui-ci accepte aussi bien l'adhésion de groupes ou de partis politiques ouvriers que celle des **Trade Unions** économiques. Le **Labour Party** n'est pas et ne se déclare pas socialiste et marxiste ; il adhère cependant à l'Internationale politique dont les différents congrès mondiaux connaissent la participation plus ou moins directe des confédérations syndicales des différents pays.

Le développement de l'opportunisme, analysé et dénoncé par Lénine, eut au sein de la Deuxième Internationale un aspect politique marqué par l'abandon de toute préparation sérieuse du prolétariat à la révolution, l'insertion dans le système parlementaire des différents pays, et enfin la trahison finale que représentait le soutien de guerre apporté aux bourgeoisies nationales, au mépris total des décisions des congrès socialistes mondiaux de Stuttgart et de Bâle. Mais il eut aussi de graves répercussions sur le plan syndical. Les chefs des grandes organisations ouvrières de métier et des confédérations syndicales se bureaucratisèrent par une pratique de contacts et d'accords avec les organismes patronaux qui les amena à repousser de plus en plus la lutte directe des masses salariées, contre le patronat. Au fur et à mesure que se constituait, face aux organisations ouvrières, des syndicats de patrons qui enseignaient aux bourgeois à dépasser pour des raisons de classe l'autonomie de l'entreprise et la concurrence, dans une double lutte monopoliste dirigée contre le consommateur d'une part et contre le front syndical ouvrier d'autre part, les bonzes syndicaux élaborèrent la méthode de la collaboration économique : au lieu de lutter dans chaque entreprise et sur une échelle plus vaste contre le patron, les ouvriers obtiennent des avantages limités à condition de soutenir l'entreprise en évitant les grèves, et de se placer sur le terrain de la participation à la « productivité », au « rendement » du travail industriel.

Si les parlementaires socialistes trahissent honteusement la classe ouvrière en votant les crédits militaires et en entrant dans les cabinets de guerre de 1914, les chefs syndicaux ne sont pas en reste : ils proclament qu'il est du devoir des ouvriers de l'industrie d'intensifier le travail pour produire les armes nécessaires pour sauver la patrie et les amènent au compromis en agitant l'appât de l'exemption de service militaire.

La vague de crise et de désarroi qui secoua le mouvement prolétarien suspendit pendant toute la durée de la guerre l'activité des bureaux internationaux ouvriers : le bureau politique de Bruxelles, le bureau syndical d'Amsterdam. Le comble, c'est que même les confédérations opposées aux réformistes et dirigées par des libertaires ou des syndicalistes de l'école de Sorel, n'avaient pas toutes résisté aux séductions du social-patriotisme : l'exemple classique est celui de la confédération de Jouhaux qui se précipita dans la politique chauvine et l'Union sacrée.

Les renégats et les social-traitres qui pendant la guerre s'étaient fièrement battus les uns contre les autres sous leurs drapeaux nationaux respectifs recommencèrent à se réunir après la guerre dans les Internationales jaunes, et le bureau international syndical d'Amsterdam entretint les meilleurs rapports avec le Bureau International du Travail fondé à Genève aux côtés de la Société des Nations.

Les communistes léninistes attaquèrent à fond toutes ces institutions en tant qu'expressions de l'impérialisme mondial et de l'effort contre-révolutionnaire du régime capitaliste qui se dressait désespérément contre un nouveau soulèvement du prolétariat mondial victorieux dans la dictature rouge d'Octobre.

PRESSE INTERNATIONALE

Acaba de publicarse el nº 11 (Noviembre-Diciembre) de :

EL PROGRAMA COMUNISTA

Somario :

- Sin revolución violenta, ninguna clase puede vencer ; ni conservar el poder sin dictadura y terror ;
- Invarianza del oportunismo ;
- Desde Alemania : sindicatos « civiles » y huelgas « salvajes » en Alemania.

Precio : 1 F. Pedidos al « Prolétaire ».

La ligne de la tactique syndicale des communistes qui fondaient à Moscou en 1919 le Komintern doit être rappelée dans ses points essentiels pour être clairement comprise. Dans le domaine de l'organisation politique prolétarienne, on affirmait sans ambiguïté la nécessité de rompre définitivement non seulement avec les opportunistes social-nationalistes, mais aussi avec les centristes qui hésitaient devant le mot d'ordre de la lutte contre la démocratie parlementaire et pour la dictature révolutionnaire dans tous les pays. On rejeta l'Internationale de Bruxelles, ainsi que le rassemblement qui se forma par la suite et qui fut baptisé ironiquement Internationale **deux et demie**, et les communistes de chaque pays furent de même invités à rompre avec les différents partis socialistes.

Sur le plan syndical, on déclara pareillement la guerre aux serviteurs jaunes du capital d'Amsterdam et de Bruxelles, qui étaient l'émanation matérielle directe des Etats monopolistes bourgeois et n'avaient aucun lien avec les couches de la classe laborieuse. Toutefois le problème des organisations locales et nationales fut résolu d'une façon cohérente mais non formellement identique.

Cette question fit l'objet de nombreux débats dans les jeunes partis communistes. Dans un grand nombre d'entre eux, on appuya la tactique de l'abandon des syndicats dirigés par les jaunes, pour passer à la formation de nouveaux syndicats économiques scissionnistes regroupant les travailleurs écoeürés par l'opportunisme des fonctionnaires social-démocrates. Ces groupes, allemands, hollandais et autres, défendaient la position selon laquelle la lutte révolutionnaire exigeait non seulement un parti communiste autonome, mais aussi un réseau syndical autonome et relié au parti.

La critique de Lénine prouva qu'une telle vision contenait de façon implicite, et parfois même explicite, une sous-estimation du rôle du parti et donc de la nécessité de la lutte politique révolutionnaire, et qu'elle s'apparentait aux vieilles erreurs ouvriéristes d'origine droitière. A cette conception se rattachaient les tendances, existant aussi en Italie, qui privilégiaient au détriment du syndicat de catégorie et

d'industrie à base nationale les organismes d'entreprise formés parmi les ouvriers (ou Conseils d'usine) ; ces derniers n'étaient pas considérés comme des organes de lutte insérés dans un réseau général, mais comme des cellules locales d'un nouvel ordre productif qui remplacerait dans la gestion l'ordre bourgeois en laissant subsister l'autonomie de l'entreprise sous la direction de ses ouvriers.

Cette conception aboutissait à une vision non marxiste de la révolution, car elle voyait le nouveau régime économique se substituer au régime capitaliste cellule par cellule, au cours d'un processus auquel on donnait plus d'importance qu'à la question du pouvoir central et de la planification socialiste générale. La doctrine du Komintern élimina toutes ces déviations et précisa l'importance, dans la situation historique de l'époque, du syndicat économique dans lequel les travailleurs affluaient en masses compactes dans tous les pays, imposant de vastes luttes nationales de catégorie et établissant les bases des luttes politiques. Pour Marx et Lénine, le parti est indispensable dans la mobilisation des forces ouvrières, et s'il fait défaut ou perd en force révolutionnaire le mouvement syndical ne peut que se limiter au cadre de la collaboration avec le système bourgeois. Mais là où les situations mûrissent et l'avant-garde prolétarienne est forte et décidée, le syndicat aussi se transforme d'organe de conquêtes limitées en organe de lutte révolutionnaire, et la stratégie de la conquête du pouvoir politique s'appuie sur l'influence décidée, même éventuellement minoritaire, du parti sur les organismes syndicaux par l'intermédiaire desquels on peut appeler les masses aux grèves générales et aux grandes luttes.

Dans ses thèses syndicales, qui sont parmi les plus marquantes, le second congrès du Komintern (1920) voulut donc que les partis communistes travaillent dans les confédérations syndicales traditionnelles en s'efforçant de les conquérir, mais que, au cas où ils n'arriveraient pas à en arracher la direction aux opportunistes, ils ne tiennent pas prétexte d'une telle situation pour donner aux ouvriers la consigne d'abandonner ces syndicats et d'en fonder d'autres au niveau national.

(Suite page 4)

FAMINE EN ETHIOPIE

Cent mille morts, les trois quarts du cheptel anéantis, c'est, d'après le **Monde** du 9-11-1973, le bilan provisoire de la famine qui sévit en Ethiopie.

Très justement, le **Times** remarque que les causes climatiques — trois ans d'une sécheresse exceptionnelle, suivis de pluies diluviennes cette année — ne suffisent pas à expliquer l'ampleur du fléau :

« La particularité de l'Ethiopie est qu'elle a un régime foncier qui prête à la création d'une situation de famine. » En effet les fermages énormes (50 à 70 % du produit dans la province la plus touchée par la disette) et l'absence de bail font que ceux qui travaillent la terre n'ont ni les moyens, ni le minimum de stabilité nécessaire pour entreprendre les travaux d'irrigation qui pourraient conjurer l'effet des conditions naturelles. Remarque judicieuse ! Il est vrai que l'organe de l'impérialisme britannique éclairé est bien placé pour connaître la cause des famines. Qui, en effet, a provoqué en Inde des famines catastrophiques, laissant le sol « blanchi des ossements des tisserands ruinés » ? Est-ce la démographie galopante jointe aux hasards climatiques, comme le prétendent encore de distingués agronomes et ethnologues ? Ou bien plutôt l'introduction, avec la colonisation anglaise, du mode de production capitaliste, détruisant l'irrigation communautaire, ruinant les campagnes par l'impôt et les artisans par la concurrence des produits manufacturés importés ?

Mais si les bourgeois peuvent mettre les catastrophes au compte de « l'arriération », ils ne peuvent condamner leur propre mode de production.

Qui en effet transforme actuellement la sécheresse qui touche les régions allant du Sahel à l'Ethiopie en catastrophe alimentaire, sinon l'effet conjoint de la destruction des structures communautaires, de l'obligation de remplacer les cultures vivrières par l'arachide et le coton (1), de l'exode vers les villes des paysans que l'impôt transforme en chômeurs « modernes », tout cela représente l'œuvre civilisatrice de l'impérialisme ?

Par les effets propres de son anarchie productive, le capitalisme arrive à reproduire et à aggraver la misère qui vient des conditions de production arriérées, dans ces pays qui souffrent à la fois, comme le disait déjà Marx, « du développement capitaliste et de l'insuffisance de ce développement ».

Ce ne sont pas seulement les conditions de travail et de propriété archaïques que les masses exploitées devront détruire, mais bien le mode d'exploitation capitaliste dominant, pour que l'humanité se rende capable d'opposer aux aléas physiques et climatiques la force sociale rationnelle d'un mode de production débarrassé de la loi du profit et de l'anarchie capitaliste.

(1) Voir à ce sujet **Le Prolétaire**, n° 153, « Famine en Afrique Noire ».

Ni organisation ni tactique ne s'improvisent

« En 24 heures, on peut modifier la tactique de l'agitation sur quelque point spécial, modifier un détail quelconque dans l'activité du Parti. Mais pour changer, je ne dirai pas en 24 heures, mais même en 24 mois, ses conceptions sur l'utilité générale, permanente et absolue d'une organisation de combat et d'une agitation politique dans les masses, il faut être dénué de tout principe directeur. Il est ridicule d'invoquer la diversité des circonstances, le changement des périodes : la constitution d'une organisation de combat et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances « ternes, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire ». Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et dans ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation ; elle doit être déjà prête, afin de déployer immédiatement son activité. « Changer de tactique en 24 heures ! » Mais pour en changer, il faut au préalable en avoir une. Or, sans une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique. »

Lénine, **Par où commencer ?**, Iskra n° 4, mai 1901 (Œuvres, tome 5, p. 14).

(Suite de la page 3)

Cette tactique fut fidèlement appliquée en Italie par exemple, où les communistes participèrent à toutes les luttes syndicales et menèrent une intense activité dans les usines, dans les Ligues, dans les Bourses du Travail — ils en dirigeaient un grand nombre —, dans les fédérations professionnelles — ils en contrôlaient quelques-unes bien que la Confédération Générale du Travail fût entre les mains des réformistes anticommunistes Rigola, d'Aragona, Buozzi et consorts.

Sur le plan de l'organisation internationale, étant entendu que la tactique énoncée était valable pour tous les pays, les communistes fondèrent l'Internationale des Syndicats Rouges (ou Proflintern) dont le siège était à Moscou et qui réunissait les Centrales nationales dirigées par les communistes, et en premier lieu les syndicats russes. Ce fut l'époque du mot d'ordre **Moscou contre Amsterdam** dans le mouvement ouvrier.

Au bout de quelques années, cette méthode claire et nette subit une première détérioration. En rapport avec les exigences de l'Etat russe, on prit prétexte des revers et des échecs du mouvement révolutionnaire en Europe, dûs à la situation générale du monde capitaliste que nous n'analyserons pas ici, pour modifier la tactique syndicale internationale et supprimer le Proflintern. On alla même jusqu'à demander que les syndicats russes soient acceptés comme confédération nationale dans le Bureau des jaunes d'Amsterdam, et on invita les ouvriers communistes à lutter pour cet objectif et à protester contre le refus que les opportunistes

Mouvement ouvrier et internationales syndicales

opposèrent — comme c'était prévisible — à cette demande d'adhésion. C'était un premier pas sur le chemin de la liquidation. La politique des fronts populaires et de la défense de la démocratie — politique parallèle aux évolutions de la politique étrangère de l'Etat soviétique désormais entré dans le circuit mondial de l'impérialisme et aligné sur les positions de ce dernier — complétait le processus de liquidation de l'autonomie politique et organisationnelle du prolétariat, en commençant par le parti, pour finir par les organismes syndicaux de masse qui furent transformés en instruments de la conservation bourgeoise et de l'impérialisme.

Pour bien poser le problème du rapport entre les organes politiques et les organes syndicaux de lutte prolétarienne, il faut tenir compte des faits historiques de la plus grande importance survenus après la fin de la première guerre mondiale : d'une part la nouvelle attitude des Etats capitalistes à l'égard du fait syndical et, d'autre part, l'issue du second conflit mondial, c'est-à-dire la monstrueuse alliance entre la Russie et les Etats capitalistes, et les rivalités entre vainqueurs.

Après l'interdiction des syndicats économiques — conséquence cohérente de la pure doctrine libérale bourgeoise —, après la période de la tolérance, le capitalisme passe à la troisième phase, celle de l'insertion des syndicats dans son système social et étatique. Politiquement, la dépendance avait déjà été

obtenue dans les syndicats opportunistes et jaunes, et elle avait fait ses preuves pendant la première guerre mondiale. Mais pour défendre l'ordre établi, la bourgeoisie devait faire plus. Elle possédait depuis le début la richesse sociale et le capital, et les concentrait de plus en plus en rejetant continuellement vers les sans-réserves les vestiges des classes traditionnelles de producteurs libres. Grâce aux révolutions libérales elle détenait le pouvoir politique et armé de l'Etat, et ce sous la forme la plus parfaite dans les démocraties parlementaires, comme le démontre Lénine à la suite de Marx et Engels. Dans les mains du prolétariat, son ennemi, dont les effectifs augmentaient en même temps que l'expropriation accumulative, se trouvait une troisième arme : l'organisation, l'association, le dépassement de l'individualisme, qui est la marque historique et philosophique du régime bourgeois.

La bourgeoisie mondiale a voulu arracher à son ennemi jusqu'à cet unique avantage ; elle a développé sa conscience et son organisation interne de classe, elle a fait des efforts inouïs pour réprimer en son sein les pointes d'individualisme économique et se donner une planification. Dès le départ elle a dans l'Etat un organisme de duperie et de répression policière : au cours des dernières décennies elle s'est efforcée d'en faire un organisme de contrôle et d'encadrement économique à son service.

Comme l'interdiction du syndicat économique constituerait un stimu-

lant à la lutte de classe autonome du prolétariat, la consigne a été d'adopter un tout autre moyen. Le syndicat doit être inséré juridiquement dans l'Etat et doit devenir un de ses organes. La voie historique pour arriver à ce résultat présente de nombreux aspects différents et aussi de nombreux caractères, mais cela ne change rien à ce caractère constant et distinctif du capitalisme moderne.

En Italie et en Allemagne, les régimes totalitaires sont parvenus à ce résultat par la destruction directe des syndicats rouges traditionnels et même des syndicats jaunes.

Les Etats qui ont défait les régimes fascistes dans la guerre avançant par d'autres moyens dans la même direction.

Provisoirement, dans leurs pays et dans les pays conquis, ils ont laissé agir des syndicats qui se disent libres et ils n'ont pas interdit et n'interdisent pas encore les agitations et les grèves.

Mais partout ces mouvements se résolvent par une négociation officielle avec des représentants du pouvoir d'Etat qui jouent les arbitres entre les parties en lutte sur le plan économique, et naturellement le patronat est ainsi juge et partie.

Ceci annonce sûrement l'élimination juridique de la grève et de l'autonomie organisationnelle du syndicat — qui est déjà un fait dans tous les pays. Il faut donc poser d'une autre façon le problème de l'action du prolétariat.

Les organismes internationaux réapparaissent en tant qu'émanation

de pouvoirs étatiques établis. De même que la Deuxième Internationale a reparu, avec l'internationalisation des vainqueurs de l'époque, sous la forme de bureaux domestiqués, de même nous avons aujourd'hui des bureaux des partis socialistes dans l'orbite des Etats occidentaux, et un soi-disant Bureau d'Information communiste à la place de ce qui fut la glorieuse Troisième Internationale.

Les syndicats se réunissent en congrès et en conseils qui ne peuvent prouver aucun lien avec la classe ouvrière, mais qui ont de toute évidence été montés par tel ou tel groupe de gouvernements.

Ce n'est pas chez ces organismes qu'il faut chercher le salut de la classe ouvrière et sa reprise historique après des luttes et des revers terribles. Cette reprise passe par la réunion de la remise en ordre théorique des analyses des phénomènes les plus récents du monde capitaliste, et d'une nouvelle organisation dans tous les pays et à l'échelle mondiale. Elle passe par la voie qui saura atteindre un niveau plus haut que l'opposition militaire des impérialismes, en remettant la guerre des classes à la place de la guerre entre Etats.

PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Proletaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

VIE DU PARTI

REUNION REGIONALE :

LE PARTI ET LA « QUESTION SYNDICALE »

Nous reproduisons ci-dessous le compte rendu d'un exposé sur Le Parti et la « question syndicale » fait en octobre dernier lors d'une réunion rassemblant les sections du Parti de la région de Venise en Italie.

**

L'exposé a rappelé les points de principe qui sont à la base de la tactique et de l'activité du parti à l'égard du prolétariat en général, et du prolétariat organisé sur le plan syndical en particulier : 1) la conscience suit l'action, et celle-ci est consécutive à la poussée physiologique et économique de l'individu aussi bien que de la masse. Ce n'est qu'avec et dans le parti que se réalise le renversement de la praxis : la conscience de classe incarnée par le parti précède l'action de classe qui n'est telle, c'est-à-dire de classe, que dans la mesure où elle est dirigée et encadrée par le parti ; 2) les buts spécifiques du parti sont la direction de la révolution communiste, la conquête violente du pouvoir politique et l'exercice de la dictature, mais cela n'est pas contradictoire, au contraire, avec l'intervention dans les luttes même les plus élémentaires, cette intervention étant indispensable pour que le parti acquière une influence décisive sur les masses ouvrières. De longs passages du Manifeste de 1848 et de la Contribution à la critique de l'économie politique ont été cités à l'appui du premier point. Des citations de notre texte *Parti révolutionnaire et action économique* (1951) ont ensuite mis en évidence le fil rouge qui relie, avec une continuité théorique et programmatique rigoureuse, les thèses du parti aux fondements mêmes du matérialisme dialectique. Si nous affirmons que « la juste praxis marxiste enseigne que la conscience de l'individu ou même de la masse suit l'action et que l'action suit l'impulsion donnée par l'intérêt économique », et que « c'est seulement dans le parti que la conscience et, dans certaines phases, la décision d'action précèdent le heurt de classe », nous affirmons aussi que « cette possibilité est organiquement inséparable du jeu moléculaire des impulsions physiques et économiques initiales ». Pour nous, on ne fait pas les révolutions mais on les dirige, et on ne les dirige que dans la mesure où les masses prolétariennes sont poussées par des

déterminations objectives et non par la conscience ou la volonté explicite, ni même parce que cette conscience et cette volonté leur auraient été transmises intégralement, sur un terrain de lutte où le parti peut intervenir de façon décisive.

Ainsi se trouvent rejetés aussi bien le gradualisme éducationniste que le spontanéisme ouvrieriste. Le premier prétend émanciper le prolétariat de l'esclavage salarié grâce à une action éducative : la révolution sociale ne serait possible que lorsque le prolétariat « dans son ensemble » aurait absorbé et fait sien la doctrine communiste, la tâche du parti étant dans cette conception d'éclairer les consciences prolétariennes. Le second prétend réaliser le « saut révolutionnaire » grâce à la « volonté » des masses ouvrières de franchir les limites dans lesquelles les maintient la société capitaliste : cette volonté naîtrait de façon mécanique des conditions « objectives » qui mettent les masses en opposition avec la classe dominante, si bien que le parti n'aurait aucun rôle de direction. Dans les deux cas, c'est le parti de classe qui est remis en cause : on donne à la phrase célèbre de Marx « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » une interprétation sociologique, statistique, mécanique. Or, selon la conception marxiste correcte, s'il est nécessairement et historiquement prédisposé à la révolution communiste pour la destruction du mode de production actuel et l'instauration d'un mode de production et de vie associée entièrement nouveau, le prolétariat est aussi une classe de la société bourgeoise (une classe pour le capital), et en tant que telle incapable de réaliser à elle seule le saut qualitatif révolutionnaire. Le parti, qui incarne la doctrine et donc la conscience du mouvement ouvrier, a, précisément pour cette raison, la tâche de le diriger vers ses buts historiques : en effet le mouvement ouvrier n'a pas en général la conscience de ces buts, même s'il trouve ses bases matérielles dans les poussées physiques et économiques qui font de lui l'antagoniste de la classe dominante et le prédisposent historiquement à être l'instrument grâce auquel le communisme s'affirmera sur les ruines de la société de la marchandise, du salaire et du profit.

Une grande partie de l'exposé a été consacrée au deuxième point, c'est-à-dire à la nécessité pour le parti d'intervenir dans les luttes élémentaires et partielles des ouvriers, ainsi qu'aux moyens de cette intervention. Sans opposer « lutte économique » et « lutte politique » des masses travailleuses, on a précisé qu'elles représentaient deux niveaux différents d'un processus qui tend à les souder l'une à l'autre, en élevant la première au niveau de la seconde, dans la mesure où le parti agit dans le vif des luttes immédiates et où il acquiert ainsi une influence qui lui permet de combattre et de vaincre celle de l'ennemi, et en particulier de l'opportunisme. On a rappelé que selon Lénine (*Que faire ?*) la lutte économique est « la lutte économique pratique qu'Engels appelle résistance aux capitalistes et que l'on appelle aussi lutte syndicale ou trade-unioniste ». Cette lutte de résistance est dirigée surtout contre les deux tendances fondamentales du système du salariat, c'est-à-dire le prolongement de la journée de travail et l'abaissement du salaire. Mais, comme l'écrivait Engels, en tant que lutte pour la vente de la force de travail elle ne sort pas du cadre du salariat : c'est bien d'une lutte politique qu'il s'agit, mais cette politique est une politique bourgeoise : « La loi du salaire n'est pas abolie par la lutte syndicale. Au contraire, c'est précisément cette lutte qui la met en vigueur » (Engels, *Le système du salariat*, 1881). La lutte syndicale, purement trade-unioniste, tend à entraîner le mouvement ouvrier « selon la ligne du trade-unionisme bourgeois » dans l'illusion que l'on peut obtenir durablement une meilleure situation (mais c'est justement parce que cette situation ne peut être obtenue de façon durable que le « conflit » entre capital et travail salarié subsiste et est « quotidien »). Le véritable résultat positif de cette lutte est la solidarité croissante qu'elle provoque parmi les ouvriers en dépit de la concurrence qui les divise. C'est ce résultat qui intéresse le plus directement le parti, car il est la condition nécessaire de l'extension de son activité au sein de la classe et de la conquête d'une influence croissante au moins dans les couches décisives du prolétariat. Mais cela ne signifie pas que le parti n'intervient pas dans les luttes mêmes locales, partielles et contingentes, et n'en soit pas, dans certaines situations données, le promoteur, agissant pour faire converger ces luttes, les étendre, les généraliser, et enfin les transformer en luttes politiques et de classe.

Nos Thèses de Rome (1922) écrivent à ce sujet : « La nature de ces rapports [entre le Parti Communiste et la classe prolétarienne] se déduit de la dialectique régissant la formation de la conscience

de la classe et de l'organisation unitaire du Parti. Cette formation se traduit par le déplacement d'une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels de groupe sur le terrain d'une action prolétarienne générale. Mais, bien loin de le faire en niant ces mouvements élémentaires, il assure leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante, en poussant à leur réalisation, en y prenant une part active, en les suivant avec attention dans tout leur développement ».

L'action du parti à l'égard des masses organisées s'appuie donc sur le mouvement réel de la classe, mouvement qui ne peut pas ne pas s'exprimer dans la lutte « économique » (qui tend à s'étendre dans le temps, dans l'espace et dans ses objectifs eux-mêmes). Si le mouvement réel faiblit ou vient à manquer, comme dans la phase contre-révolutionnaire actuelle, le parti voit inévitablement se réduire l'étendue de son activité extérieure, mais cela n'implique en aucun cas la passivité, l'indifférence, l'absence d'intérêt pour ce qui se passe — fût-ce de façon sporadique, contingente et partielle — dans le mouvement prolétarien. De la même façon, cela ne justifie en rien la thèse d'origine idéaliste selon laquelle c'est le parti qui « suscite » la lutte et qui « crée » les situations. Le parti intervient dans la lutte pour la diriger en l'élevant au niveau de la lutte politique de classe, et il affronte les situations en fonction du but final de la révolution et de la dictature communiste.

C'est en partant de ces bases que nous affrontons les problèmes qui se posent dans la phase actuelle, au cours de laquelle le prolétariat est soumis à la domination totalitaire du capitalisme avec le concours de l'opportunisme stalinien, et qui a vu non seulement la destruction du parti politique de classe (massacre de la vieille garde bolchevique et liquidation de la IIIe Internationale) mais aussi l'accentuation de la tendance, que nous avons définie comme irréversible, à l'assujettissement des syndicats ouvriers à l'Etat bourgeois. Cette tendance s'était d'ailleurs dessinée dans la période de reflux qui a suivi l'époque ardente du premier après-guerre et, sous le fascisme, elle s'était concrétisée (en Italie) par la formation d'un syndicat d'Etat, obligatoire, encadrant les travailleurs dans les structures du régime dominant et détruisant en fait et en droit toute autre organisation.

Si l'opportunisme syndical et politique du premier après-guerre n'a pas pu accomplir jusqu'au bout sa tâche d'assujettissement des organisations ouvrières à l'Etat bourgeois, c'est à l'extraordinaire vitalité de la classe qu'on le doit, à la persistance d'une tradition de

lutte syndicale ouverte et indépendante, à l'afflux de masses imposantes, formées essentiellement d'ouvriers non qualifiés, dans les organisations traditionnelles, et à la vigueur du courant révolutionnaire au sein de celles-ci. Voilà qui explique, comme le dit notre texte *Le marxisme et la question syndicale* (cf. *Le Proletaire*, n° 126, 127, 128), pourquoi, tout en reflétant les tendances objectives de la phase impérialiste, l'opportunisme n'a pas été alors en mesure de jouer autant qu'aujourd'hui le rôle d'agent direct de l'insertion des syndicats ouvriers dans l'organisation de l'Etat. Toutefois, si cette tendance est irréversible dans la mesure où le prolétariat subit la domination écrasante du pouvoir bourgeois, la réversibilité du processus qui depuis plus de 30 ans sépare la classe de son parti est inscrite dans les conditions objectives qui détermineront la reprise du mouvement prolétarien. Une telle reprise comportera inévitablement un affrontement sévère et décisif avec l'opportunisme, rempart du régime capitaliste, au sein des organisations économiques, que celles-ci soient les débris des organisations « tricolores » d'aujourd'hui ou bien des organisations nouvelles nées dans le vif des luttes ouvrières et pénétrées par l'influence révolutionnaire du parti. « Dans tous les cas, le problème n'est pas celui des formes que prendra la reprise du conflit de classe à l'échelle mondiale mais celui du processus qui engendrera ces formes et qui sera d'autant plus tumultueux et fécond que toutes les contradictions, tous les paroxysmes propres au mode de production bourgeois se seront accumulés au cours de sa phase suprême, l'impérialisme » (cf. *Le parti devant la question syndicale, Programme Communiste*, n° 53-54). L'exposé concluait en rappelant que (ibid.) : « Toutes ces raisons de principe sont gravées dans nos textes fondamentaux et cette perspective est inséparable des bases mêmes du marxisme. C'est pourquoi il est tout aussi vrai que nous n'avons rien à défendre dans les syndicats d'aujourd'hui et que nous devons affirmer contre eux le principe permanent de l'associationnisme ouvrier qui est un facteur du développement des luttes de classe, tout en soutenant qu'il en est aussi un produit et que la réalisation de ce principe est conditionnée par ce développement. »

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les N.M.P.P.